



Département de la
Seine-Maritime

D.2018.04/83

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217604479-20180425-M_DE180423_83-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 25/04/2018

Publication : 25/04/2018

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 23 avril 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	26
Nombre de Pouvoirs	4
Nombre de Votants	30

Extrait de la délibération affiché le **27 avril 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **23 avril** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 16 avril, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Gérard **DELAHAYS**, Sophie **CAPELLE**, Stéphanie **ONFROY**, Juliette **LOZACH**, Liliane **HIPPERT**, Frédéric **LE CAM**, Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Frédéric **PATROIS** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Martine **LESAUVAGE** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Excusé

Gilles **LEBRETON**

Absentes

Marie-Christine **BASSET**
Karine **LOUISET**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 23 avril 2018

2018.04/83

MARCHES PUBLICS – Maintenance des systèmes de sécurité incendie et des alarmes anti intrusion – Groupement de commandes avec le CCAS - Convention – Marchés - Signatures – Autorisation.

M. Dominique THINNES, Adjoint au Maire – Une consultation va être lancée par la Ville de Montivilliers relative à la maintenance et à l'entretien des systèmes de sécurité incendie et des alarmes anti intrusion des bâtiments municipaux pour le compte de la Ville et des Résidences autonomie pour le compte du CCAS de Montivilliers.

L'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics prévoit la possibilité de constituer des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics après établissement et signature d'une convention constitutive.

Afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, il convient d'inclure dans un seul dossier de consultation les besoins de la Ville et du CCAS de Montivilliers.

Cette convention :

- Précise, d'une part, que la Ville est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer, signer et notifier les marchés publics, chaque membre, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution ;
- Et d'autre part, désigne la Commission Marchés du coordonnateur comme celle du groupement de commande.

Ces marchés publics seront signés pour une durée d'un an, renouvelable trois fois, sans toutefois pouvoir excéder 4 années.

Les montants estimatifs de ces marchés sont de l'ordre de :

Lot 1 : Maintenance des systèmes de sécurité incendie (SSI)

- Ville de Montivilliers : 20.400,00 euros HT pour les 4 ans
- CCAS de Montivilliers : 3.600,00 euros HT pour les 4 ans

Lot 2 : Maintenance des alarmes anti-intrusion

- Ville de Montivilliers : 10.000 euros HT pour les 4 ans.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 28 ;

VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

CONSIDERANT

- Que les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics s'appliquent et prévoient la possibilité de créer des groupements de commandes ;
- Qu'il est nécessaire de constituer des marchés de maintenance et d'entretien des systèmes de sécurité incendie et des alarmes anti intrusion pour les bâtiments municipaux de la ville, mais également pour les bâtiments dépendants du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montivilliers, et d'obtenir

les meilleures conditions tarifaires, il est opportun de former un groupement de commandes entre la commune et le CCAS ;

Vu le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Marchés Publics, et des Travaux Bâtiments ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'autoriser le Maire à signer** avec le CCAS de Montivilliers la convention constitutive du groupement de commandes ;
- **D'autoriser le Maire à lancer** la consultation publique relative à la passation des marchés publics de maintenance des systèmes de sécurité incendie et des alarmes anti-intrusion pour la ville et le CCAS ;
- **D'autoriser le Maire à signer** les marchés publics avec les entreprises qui seront désignées à l'issue de la procédure de consultation publique.

Imputations budgétaires :

Budget principal de la Ville : 6156-01

Budget du CCAS : 61561-6111 (Résidence Eau Vive) /6112 (Résidence Beauregard).

ADOPTÉE A L'UNANIMITE par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,



